

Avec Thomas Piketty, pas de danger pour le capital au XXIe siècle

Frédéric Lordon, *Le Monde diplomatique*, Avril 2015



Succès planétaire d'une analyse inaboutie

Une notoriété mondiale comme celle de Thomas Piketty ne devrait pas suffire en principe à empêcher que lui soient posées quelques questions politiques.

Disons même plus précisément quelques questions relatives à une tromperie inséparablement intellectuelle et politique, dont le plus sûr indice est donné, en creux, par une unanimité médiatique sans précédent, gage en soi de totale innocuité, comme pour tout ce qu'elle choisit de célébrer passionnément. Il faudrait vraiment que « le monde ait changé de base » pour que Libération, L'Obs, Le Monde, L'Expansion et aussi le New York Times, le Washington Post, etc., communient à ce degré de pâmoison en quoi que ce soit de sérieusement dérangeant. Sans doute aidée par ses arrière-pensées propres (peu progressistes...), la presse financière anglo-saxonne aura été seule à garder un peu la tête sur les épaules, le Financial Times en allant d'abord chercher une oblique querelle statistique, et surtout Bloomberg, qui, sur le mode de la parodie, a livré une couverture façon Salut les copains, avec étoiles flashy et coeurs brisés, équivalent, mais sur le mode hilare, du groupisme que M Le Monde et L'Obs pratiquent, eux, au tout premier degré et avec un parfait esprit de sérieux.

Il faut bien reconnaître en tout cas que donner du « Marx du XXIe siècle » à un auteur qui n'aura eu pour audace que de titrer son livre *Le Capital*, sans, de son propre aveu, avoir jamais lu une ligne de Karl Marx en général et du *Capital* en particulier, sans fournir la moindre théorie du capitalisme et sans y accrocher le moindre projet politique de le contester dans ses fondements, est une sorte d'exploit que seule cette presse convenablement disposée pouvait saluer comme un « événement » (1).

La célébration aveugle ne doit pas non plus conduire, symétriquement, à ignorer tout ce que l'ouvrage a de mérites. Il n'est pas un commentateur qui n'ait été impressionné par l'énormité et la qualité du travail statistique. On l'est avec eux. On pourrait aussi trouver que la principale qualité du livre de Piketty est ailleurs : il est... un livre, c'est-à-dire la chose que les économistes ont radicalement désappris à faire, obsédés par l'injonction de publication qui leur commande de multiplier les papiers techniques et standardisés, spécialisés jusqu'à la perte de sens, ne dépassant pas les quinze pages admissibles dans les revues universitaires. Or *Le Capital au XXIe siècle* (2) est la conclusion en mille pages d'un effort poursuivi opiniâtrement pendant quinze ans. Il y a enfin que l'utilité des sciences sociales n'est peut-être jamais aussi évidente que lorsqu'elles viennent ainsi nourrir le débat politique de faits si solidement établis.

Toutes les vertus méthodologiques du monde cependant ne rachèteront pas une tromperie fondamentale, sans doute aveuglante et inaperçue d'avoir été, telle la lettre volée, ainsi mise en évidence : dans le titre même. Le « capital » donc. Piketty nous dit qu'il va nous parler du capital. Il a en tête qu'un auteur connu en a fait un livre avant lui. Mais peu importe, semble-t-il considérer, je peux me permettre ça. Au résultat, malheureusement, il importe un peu. On pourrait bien, si l'on veut, titrer à nouveau un livre *Critique de la raison pure*, encore s'agirait-il de ne pas écrire un ouvrage sur la santé par les plantes.

Or qu'est-ce que le capital ? Piketty, qui « n'[a] jamais vraiment essayé de lire (3) » *Le Capital*, ne peut en donner qu'une conception des plus superficielles : patrimoniale. Le capital, c'est la fortune des fortunés. Pour Marx, le capital est tout autre chose : c'est un mode de production, c'est-à-dire un

rapport social. Un rapport social complexe qui, au rapport monétaire des simples économies marchandes, ajoute -c'est le coeur de toute l'affaire - le rapport salarial, constitué autour de la propriété privée des moyens de production, de la fantasmagorie juridique du « travailleur libre », individu pourtant privé de toute possibilité de reproduire par lui-même son existence matérielle, par-là jeté sur le marché du travail, forcé pour survivre d'aller s'employer et de se soumettre à l'empire patronal, dans une relation de subordination hiérarchique.

Le capital, c'est ça - et pas seulement le hit-parade des riches du magazine Fortune. Compris dans sa version étroitement patrimoniale, le capital affecte sans doute les individus ordinaires par le spectacle obscène des inégalités de richesse. Compris comme mode de production et comme rapport social, notamment salarial, il les affecte bien plus profondément : par les servitudes dans lesquelles il enferme leur vie même - car huit heures de travail, c'est la moitié du temps éveillé. Les ouvriers de Continental, de Fralib, de Florange, etc., sont probablement moins révoltés de la parade insolente des fortunés qu'ils ne sont dévastés par leurs existences mises à sac sous la loi d'airain de la valorisation financière du capital. Et de même ceux qui, dans l'emploi, souffrent en silence la tyrannie de la productivité, la mobilisation harassante au service de la rentabilité, la menace permanente - du plan social, de la délocalisation, de la réorganisation façon France Télécom -, la précarité qui ronge les sangs, la violence généralisée des rapports dans l'entreprise. De tout cela, on ne trouvera pas la moindre trace dans le Capital de Piketty.

La forme et l'intensité de cette servitude, malencontreusement oubliée par le Marx du XXI^e siècle, sont réglées d'après les configurations historiques particulières sous lesquelles le capitalisme vient à s'actualiser - car, en pratique, il n'y a pas tant le capitalisme que la succession de ses réalisations historiques. Et ce sont des enchaînements inséparablement économiques et politiques qui, d'une configuration à une autre, relancent chaque fois le cours du capitalisme dans une direction inédite. Mais rien ne prépare Piketty à prendre cette perspective, seule à même pourtant de faire apercevoir ce qu'il y a de proprement politique dans la dynamique historique du capitalisme.

A commencer par sa passion du très long terme, sans doute bienvenue quand on sait combien les économistes sont usuellement ignorants de l'histoire, mais qui ne va pas, en l'occurrence, sans poser quelques problèmes. Car si la longue période, à l'échelle disons de plusieurs décennies, offre une perspective pertinente et riche d'enseignements, la très longue période, qui, elle, n'hésite pas à compter en millénaires, est condamnée à la reconstruction d'artefacts statistiques sans aucune signification, et en réalité à de monumentaux anachronismes. Il faut sans doute tenir pour un pur produit de la « pensée économiste », celle qui ne doute de rien, de présenter sans ciller un graphique intitulé « Taux de rendement du capital après impôt et taux de croissance depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours » (p. 765), comme si les notions de produit intérieur brut (PIB), de capital et de taux de rendement après impôt pouvaient avoir eu quelque sens dans l'Antiquité ou même jusqu'au XVIII^e siècle, solécisme d'économiste par excellence, qui rétroprojette comme universelles des catégories dont il est incapable de voir qu'elles sont des créations contingentes, et plus encore récentes, de l'histoire. D'un excès l'autre, et par un paradoxe ironique, c'est donc au moment où l'économiste semble se faire historien, mais basculant sans crier gare dans la très, la trop longue période, qu'il se montre le plus ignorant de l'histoire et de l'historicité réelle de son objet.

Mais la très longue période n'a pas que les inconvénients de l'anachronisme sauvage. Elle risque aussi des effets de dépolitisation manifeste en faisant passer les événements à l'échelle de quelques décennies pour d'insignifiantes fluctuations au regard des millénaires. Or la décennie, c'est bien là la temporalité pertinente de l'action politique, celle à l'aune de laquelle les peuples jugent de leurs conditions d'existence et de leurs possibilités d'y faire quelque chose - temporalité pertinente qui se trouve alors réduite à d'imperceptibles oscillations du compteur de l'histoire multiséculaire.

La guilde des experts à chapeau pointu

On objectera que Piketty s'occupe surtout du XX^e siècle. Sans doute, mais pour lui appliquer localement les mêmes « lois » universelles dont il croit pouvoir faire un viatique capable de « passer » sur le capitalisme à travers les âges, cet étrange capitalisme « de tout temps, l'homme... ». Mais c'est encore

un symptôme, peut-être le plus typique, des formes économicistes de la pensée que d'imaginer ainsi enfermer le cours du capitalisme dans des lois invariantes et transhistoriques, simplement modulées par des fluctuations dont le principe n'est jamais très clairement précisé. Se rêvant physiciens du social, les économistes ont toujours cédé à la tentation des « lois », « lois » de l'économie ou du capitalisme, comme il y a les lois de la gravitation universelle, le plus souvent d'ailleurs pour donner à croire que, de statut identique, les premières commandent de se plier à l'ordre des choses comme les secondes certifient que les corps chutent de haut en bas. Bien sûr, Piketty n'en est pas, ou plus, à ce degré de naïveté épistémologique, pourtant si répandu dans la profession. Mais le fait qu'il soit encore en proie à cette tentation galiléenne donne a fortiori la mesure de la prégnance des formes de la pensée économiste, rémanente jusque dans les esprits qui revendiquent de rompre avec l'économisme - sur le tard, d'ailleurs, et peut-être au moment où il est temps de se désolidariser de la corporation des experts à chapeau pointu qu'une crise historique a carbonisée pour de bon.

En tout cas, il n'y a pas de lois transhistoriques du capitalisme, encore moins dans l'ouvrage de Piketty, où ses deux « lois fondamentales du capitalisme » ne sont que de simples identités comptables. Il y a le cours historique du capitalisme tel qu'il est « séquencé » par des configurations institutionnelles singulières, dont la succession doit sa plus large part à des processus politiques, et dont chacune emporte des propriétés spéciales quant aux formes de la servitude que le capital - et pas la fortune - impose au travail.

On peut bien répéter, avec constance et sur mille pages, que les inégalités croissent quand r (le taux de profit) est supérieur à g (le taux de croissance), on n'a rien expliqué tant qu'on n'a pas donné les déterminants du taux de profit et du taux de croissance propres à chaque période. Or chacune a les siens, qui dépendent de l'agencement particulier de ses structures. Lequel est le produit de luttes politiques et, disons le mot, de luttes de classe. C'est parce que 1936 a préparé le terrain, parce que les élites libérales des années 1920-1930 ont été liquidées, parce que le patronat s'est couvert de honte dans la collaboration, parce que le Parti communiste français est à 25 % et parce que l'URSS tient les capitalistes en respect que le lendemain de la seconde guerre mondiale voit un impressionnant mouvement de synchronisation institutionnelle au terme duquel le rapport - de forces - capital/travail bascule en faveur (relative) du second terme : contrôle serré des capitaux, réduction à croupion de la Bourse, concurrence internationale hautement régulée, politique économique orientée vers la croissance et l'emploi, dévaluations régulières, voilà ce qui fait la croissance à 5 % et le capital ramené (de force) à un peu plus de décence.

Mais Piketty, qui évoque répétitivement « les institutions et la politique », ne voit rien de cette histoire institutionnelle et politique. A laquelle il substitue les effets de la guerre et ceux, plus lointains, des décolonisations, chocs exogènes mais quasi ineffables, chargés de détruire du capital (de la fortune) et de ramener les compteurs à (vers) zéro. On cherche en vain les luttes sociales, les grèves générales, le bras de fer du capital et du travail, et leurs conséquences institutionnelles, au milieu des bombes et de la reddition des colonies. En réalité, le capitalisme selon Piketty n'a pas d'histoire : il ne répond qu'à une loi millénaire, invariante, localement perturbée par des événements accidentels, en attendant de reprendre implacablement ses droits de longue période - un cours d'airain où il n'y a plus aucune place pour les groupes sociaux en conflit, c'est-à-dire pour le moteur réel des transformations institutionnelles.

C'est pourtant bien l'issue de ces conflits qui décide des bifurcations du capitalisme. Et, comme elle a décidé en un sens au lendemain de la guerre, elle a décidé en un autre à partir de la fin des années 1970. Mais pas un mot sur la Reconquista idéologique et politique des possédants qui, ayant possédé moins pendant un temps, voulaient à nouveau posséder comme avant. A l'image, par exemple, du rollback agenda des conservateurs américains des années 1970, intention pourtant assez explicite de « rembobiner » l'histoire et de mettre à bas les conquêtes sociales, qui sont toujours des conquêtes institutionnelles.

Car voilà la question décisive : qui a la main sur les institutions et les structures ? Qui a le pouvoir de les faire, ou de les refaire dans un certain sens - son sens ? Ces questions - politiques - n'affleurent jamais

dans un livre désespérément vide de tout affrontement concret. Où est l'analyse de la déréglementation financière des années 1980 -qui a soumis comme jamais les entreprises à la contrainte actionnariale ? Où est l'histoire du rôle central qu'y ont pris les gouvernements socialistes de l'époque, celle de la transformation gestionnaire et de l'indifférenciation des élites de droite et de « gauche », politiques et économiques ? Où le récit de la dérive libérale effrénée de la construction européenne à partir de 1984, celui de la « concurrence libre et non distordue », c'est-à-dire de la machine par excellence à détruire les modèles sociaux avancés ? Où l'histoire des traités scélérats qui ôtent toute marge de manoeuvre aux politiques économiques actives ? Sauf à croire que ces choses sont tombées du ciel, il faudrait bien s'aviser qu'elles ont été faites de main d'homme - et pas de n'importe quels hommes.

Tout ce que le capital comme groupe social avait concédé après guerre, il l'a regagné. Il n'en finit plus désormais de pousser son avantage, servi comme jamais par les supplétifs de la rue de Solferino, décidés à tout lui livrer. On peut bien rester dans le brouillard des abstractions macroéconomiques et répéter comme une scie que $r > g$, mais pas soutenir qu'on a produit l'intelligibilité de quoi que ce soit, encore moins fait quelque « percée théorique » - comme s'en sont extasiés quelques journalistes, toujours ébahis de se voir capables de participer à la « vraie science ».

Stratégie de l'escamotage

Ces récits, Piketty pouvait difficilement en retrouver le fil. Car rien dans sa trajectoire intellectuelle antérieure ne l'y préparait. C'est qu'on ne passe pas simplement du statut d'économiste organique de la social-démocratie à celui de Marx du XXI^e siècle... Pur produit de l'écurie Rosanvallon, conseiller de Mme Ségolène Royal en 2007, Piketty fait partie de ces experts que les médias ont promus comme « intellectuels » de remplacement, appelés à se substituer aux bouffons connus sous le nom de « nouveaux philosophes ». L'époque (la fin des années 1990) n'était plus à la chemise ouverte et à la mèche en bataille, on voulait renouer avec le sérieux : des chiffres, de la science et, surtout, pas d'idéologie. C'est-à-dire, comme il se doit, de l'idéologie, en l'occurrence celle de la mondialisation-plutôt-heureuse-mais-qui-peut-mieux-faire, cette marque de fabrique du louvoisement rosanvallonien, destinée à expliquer qu'à quelques imperfections près - mais « nos experts sont là pour ça » - on a raison de ne pas se révolter. Avec une remarquable constance, La République des idées, maison d'édition de l'expertise comme il faut à l'usage de l'édification intellectuelle du Parti socialiste, s'est employée à ne jamais rien soulever qui puisse l'écarter du cercle de la bienséance. Certes, et de longue date, on s'y est penché sur les inégalités, parfois même à chaudes larmes sur la souffrance au travail. Mais pour incriminer la technologie (elle va très vite), le manque de formation (c'est important d'être formé) et les vertus de la recherche universitaire (qui vont de soi). Le libre-échange et ses destructions ? Pas vu. La tyrannie de la valeur actionnariale ? Pas entendue (4). L'Europe, même au dernier degré du libéralisme ? Notre destin. On pourrait ainsi résumer la ligne de La République des idées comme une stratégie constante de l'évitement. Et de l'escamotage. Dans le cercle du sérieux, celui qui se définit par la maximisation des profits médiatiques et des profits d'influence, voilà ce dont il ne sera pas parlé.

Patatras : 2007, crise financière; 2010, début de la crise européenne. Et violent retour du refoulé. Sauf à sombrer dans l'inanité, il va bien falloir « en » parler. Mais partant de rien, l'apprentissage est un peu difficile. On manque de réflexes, les taches aveugles souffrent d'être éblouies (en fait, il y avait surtout des taches lumineuses, le reste était tout noir), on n'a pas encore bien les mots en bouche. La mondialisation était aussi mondialisation financière, on n'avait jamais voulu s'y intéresser, mais enfin on doit bien reconnaître que tout n'y est pas rose. Surprise : l'économiste Daniel Cohen, et Piketty, après des décennies de parfait mutisme sur le sujet, s'avisent, et nous avisent, que la construction monétaire européenne était « défectueuse dès le départ (5) ». Les « experts » doivent rouler au diesel : un temps de préchauffage.

Mais que peut-il sortir vraiment de ces rectifications tard venues ? Pas grand-chose en vérité. Les plis intellectuels - et politiques - contractés de longue date ne s'effacent pas facilement. Le Capital de Piketty en est tout zébré. En témoigne assez l'impasse sur l'histoire politique et sociale qui a fait le fordisme, puis qui l'a défait en néolibéralisme. Mais plus spectaculairement encore la dernière partie du

livre, qui n'hésite pas à s'appeler « Réguler le capital » - entreprise dont on peut bien dire qu'elle est celle du Marx du XXI^e siècle si l'on veut, mais au risque de livrer involontairement un symptôme de l'époque.

Comme une conséquence logique de la stratégie de l'évitement, la fiscalité s'impose alors comme l'unique levier résiduel lorsqu'on a abandonné d'agir sur tout le reste. Disons les choses un peu rudement : démissionner de transformer les structures, c'est se condamner à passer la serpillière. Et la fiscalité n'a jamais été autre chose : la serpillière sociale-démocrate - faute de toucher aux causes, tâchons au moins d'atténuer les effets... Tirailé entre les problèmes de l'heure et son désir de ne rien perturber de fondamental, Piketty voudrait bien cependant que l'impôt ait des vertus supérieures à ce qu'il est... et même celle de réguler la finance internationale (p. 840) ! Mais on serait bien en peine d'imaginer quel impôt pourrait se substituer aux frappes massives que requiert l'arrondissement des structures de la finance libéralisée. Quel impôt remplacera la séparation bancaire ? la fermeture de certains marchés ? la suppression de la titrisation ?, etc. Quand bien même Piketty envisagerait les choses sous cet angle, il lui faudrait consentir qu'une enclave de définanciarisation devrait s'accompagner de ses protections adéquates, soit une sévère restriction à la parfaite liberté de mouvement des capitaux. Mais cela, c'est trop pour Piketty - si inquiet de ses créances antinationalistes qu'il en vient à s'excuser de travailler sur le cas de la France (p. 59) !

Conformément à ses propres implicites, le cercle de la bienséance commande irrévocablement le jacquattalisme : certes le capitalisme mondialisé souffre de quelques ratés, mais nous lui trouverons des solutions - mondialisées elles aussi, forcément. Patience, les peuples ! la mondialisation des solutions arrive. La France « socialiste » en est à détruire une insignifiante taxe européenne sur les transactions financières, mais la panacée de l'impôt mondial sur le capital est en marche. Et mille pages pour en arriver là : à l'alternative impôt mondial ou « repli national » (p. 752) - sentiment de léger abattement du lecteur de bonne foi, qui ne se voit pas sorti des ronces.

Il était de bonne foi, mais il était un peu naïf, le lecteur, devant son Piketty - c'est qu'on ne fait pas faire des ruades à un cheval de bois. La presse lui avait vendu un barbu des temps présents, en omettant soigneusement d'en préciser la marque de fabrique. Et il l'avait crue. On n'en revient pas d'ailleurs du nombre de gens, certains pourtant très informés, en tout cas qui avaient le devoir de l'être, qui ont marché dans la combine. Il n'y avait pourtant pas à lire très loin pour s'en apercevoir : « Je suis vacciné à vie contre les discours anticapitalistes convenus et paresseux » (p. 62). Marx, mais glabre. Pour le coup, pas un poil qui dépasse.

Mais sans exclure non plus le recours aux postiches. Certes, dans un entretien promotionnel destiné à faciliter son accueil par le marché américain, Piketty jure ses grands dieux qu'il n'est « pas du tout » marxiste (6). Mais, revenu en France, il n'hésite pas à déclarer tout de go devant Alain Badiou que lui aussi « essaye de contribuer à l'émergence de l'idée communiste (7) ». Et tout ça passe comme une lettre à la poste. Le 22 décembre 2014, Piketty réaffirme sa « confiance en les forces du marché » et « morigène les nouveaux mouvements d'extrême gauche en Europe » (8), Podemos et Syriza. Le 12 janvier 2015 (!), le voilà conseiller de M. Pablo Iglesias, car il pense maintenant que « la montée des partis anti-austérité est une bonne nouvelle pour l'Europe (9) ». Le 7 février, dans l'émission « On n'est pas couché » de Laurent Ruquier, ambiance familiale oblige, impossible de lui faire dire s'il est un économiste de gauche ou de droite... A défaut de cohérence intellectuelle, on admirera donc l'opportunisme rectificateur qui emprunte en temps réel les courants porteurs de l'opinion et sait s'adapter à tous les publics pour maximiser le ratissage.

Transformer les structures

Qui sait également l'art de cultiver les épiphénomènes. Car voilà finalement où termine l'opération Piketty : en la consécration scientifique non seulement du sentiment commun (ce qui n'est pas rien) - il y a des inégalités -, mais également de ce thème qui va occuper tout l'espace du débat « à propos » du capitalisme. Qui l'occupe déjà si bien d'ailleurs : même The Economist livre depuis des années articles et dossiers sur cette question qui va devenir le ventre mou du diagnostic, en fait le point de confluence consensuel des critiques les plus inoffensives. C'est que les inégalités monétaires ont d'excellentes

propriétés sous ce rapport : elles permettent de passer sous silence les autres inégalités du capitalisme, celles qui n'ont rien d'accidentel, qui sont même tout à fait fondamentales et en réalité constitutives : les inégalités proprement politiques de la soumission hiérarchique dans le rapport salarial, cette inégalité princeps qui décide que, dans l'entreprise, certains commandent et d'autres obéissent. A celle-là, aucun impôt, fût-il mondial, ne pourra jamais rien.

Poser la question de cette inégalité-là, qui est en dernière analyse la question de l'empire sur les vies de la propriété lucrative, comme dirait Bernard Friot (10), du chantage à l'emploi, c'est poser la question du capital, mais pour de bon - la question de Marx, le vrai. Ou, au minimum, celle de la configuration présente du capitalisme, à laquelle un impôt mondial, d'ailleurs bien certain de ne jamais voir le jour, ne pourra rien - seule la reprise des luttes en son être essentiel, la souveraineté populaire, à une nation ou à plusieurs selon les possibilités qu'offrira la conjoncture politique, y pourrait quelque chose. Et notamment de défaire, par la transformation des structures, le rapport de forces qui permet au capital de prendre en otage la société tout entière (11).

Rien de cela n'est en vue de la critique des inégalités de richesse, qui a par ailleurs le bon goût de nous offrir une vision gentiment apaisée de la société, aux 1 % du haut près, disons même aux 0,1 %, les vrais vilains. Comme si les 99,9 autres pour cent étaient unis dans le mérite par le salaire. Alors qu'ils sont traversés de tous les conflits liés à leurs différences de condition, mais aussi à la violence néolibérale propagée le long des chaînes hiérarchiques de l'entreprise. Et tout cela avec d'autant plus d'intensité que règnent les structures particulières du capitalisme contemporain, installées à force de persévérance par une classe tout à fait consciente d'elle-même et de ses intérêts... et auxquelles jamais le cercle du sérieux ne se propose de toucher, pas même quand il prétend faire « la théorie du capital ».

Le pire est qu'il y a, si l'on peut dire, une philosophie sociale dans le livre de Piketty, elle est même tout à fait explicite : le mérite va au travail, mais la fortune entrepreneuriale est bonne - juste avant qu'elle ne verse dans le devenir-rentier. « Toute fortune est à la fois en partie justifiée et potentiellement excessive » (p. 709), formule qui, en effet, ne risquait pas de faire peur à grand monde. La presse sous contrôle actionnarial, experte en tromperies qui ne devraient tromper personne, ne s'y est pas trompée. Tout à son désir de paix généralisée, la paix du capital et du travail, la paix des 99,9 %, la paix de la « gouvernance mondiale », Piketty, qui n'aura finalement mentionné « les institutions », « la politique » et « les conflits » que pour la forme, nous livre in fine sa vision prophétique : « Les combats bipolaires des années 1917-1989 sont maintenant nettement derrière nous » (p. 949). Au moment précis où une crise historique du capitalisme a enfin remis à l'ordre du jour intellectuel l'idée de songer à s'en débarrasser. Quelle prescience ! Quel sens de l'époque ! Quel soulagement en tout cas. Rien de grave donc. En route pour la campagne de Mme Martine Aubry.

Notes :

(1) Lire Russell Jacoby, « Thomas Piketty ou le pari d'un capitalisme à visage humain », Le Monde diplomatique, août 2014.

(2) Thomas Piketty, [Le capital au XXIe siècle](#), Seuil, Paris, 2013.

(3) Parce qu'« il est très difficile à lire »... Entretien, The New Republic, Washington, DC, 5 mai 2014.

(4) A l'exception - caractéristique - d'un ouvrage de M. Jean Peyrelevade, qui tonne contre le capitalisme actionnarial pour finir dans une ode à la responsabilité...

(5) « La crise tient fondamentalement aux vices de la construction de la zone euro », Daniel Cohen, L'Express, Paris, 5 juin 2013 (2013 !).

(6) Entretien, The New Republic, 5 mai 2014.

(7) Débat avec Alain Badiou, « Contre-courant », Mediapart, 15 octobre 2014.

(8) Owen Jones, entretien, The Guardian, Londres, 22 décembre 2014.

(9) Entretien, The Guardian, 12 janvier 2015.

(10) Bernard Friot, L'Enjeu du salaire, La Dispute, Paris, 2012.

(11) Lire « La gauche ne peut pas mourir », Le Monde diplomatique, septembre 2014.